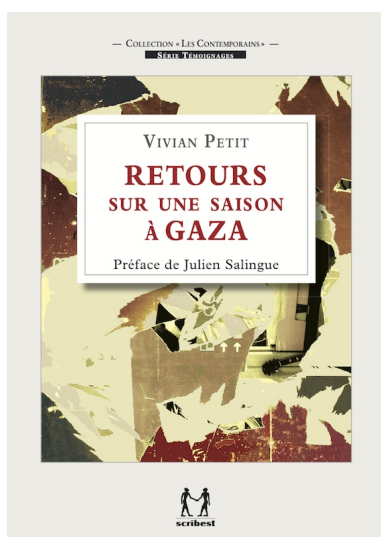


<http://www.ujfp.org/spip.php?article5890>



Palestine : Rencontre avec Vivian Petit, auteur de « Retour sur une saison à Gaza »

- Publications -



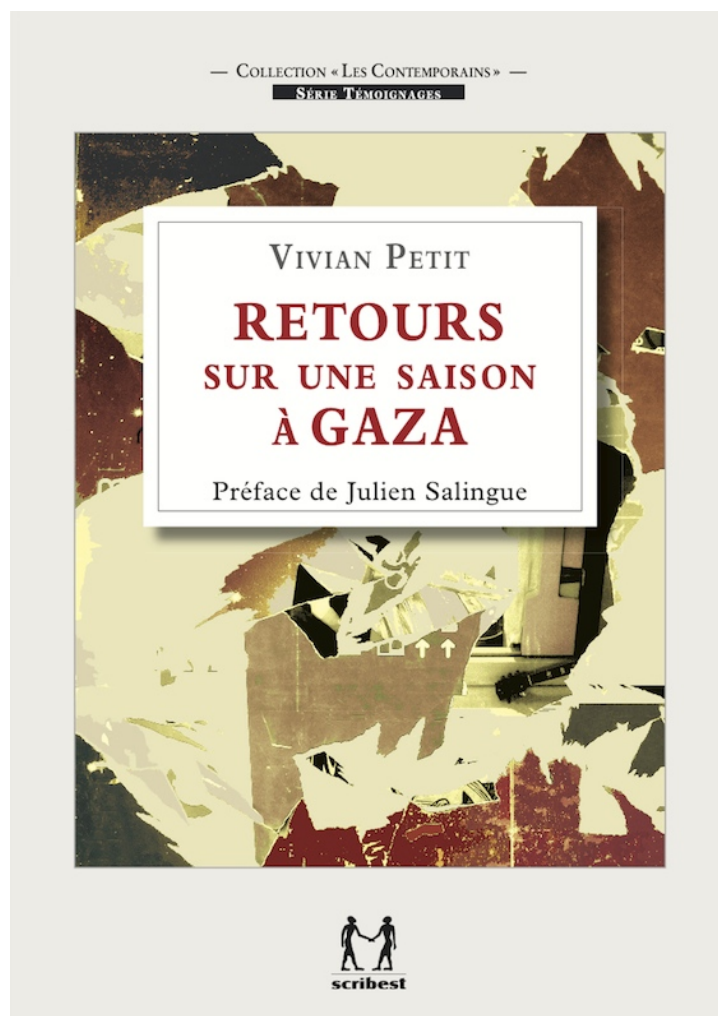
Date de mise en ligne : samedi 30 septembre 2017

Copyright © UJFP - Tous droits réservés

Publié le 18 septembre sur le site de Bretagne-info

Vivian Petit est un militant anti-capitaliste et anti-impérialiste, originaire du Havre que nous côtoyons depuis de nombreuses années dans les mobilisations sociales à Rennes. Il est également investi dans la solidarité avec le peuple Palestinien.

Il vient de signer un ouvrage, préfacé par Julien Salingue, sur son expérience internationaliste : "[Retour sur une saison à Gaza](#)" chez Scribest [...]. Nous lui avons posé quelques questions.



Bonjour Vivian. Ton livre est en partie un témoignage de ton séjour à Gaza, en 2013. Peux-tu nous dire dans quel cadre tu t'y es rendu ?

Bonjour. C'était en effet en 2013, je me suis décidé à y aller assez rapidement. Je n'imaginai pas pouvoir aller à Gaza un an ou deux avant mon voyage... Depuis 2006, Gaza est sous blocus terrestre et maritime, un siège mis en place par Israël mais aussi par l'Égypte. Mais la situation s'est un temps améliorée à partir de 2012, avec l'élection des Frères musulmans en Égypte faisant suite à la chute de Moubarak. En 2013, après avoir travaillé à Paris pour

l'Agence Media Palestine et à Londres auprès de la représentation du *Boycott National Committee*, j'avais envie de retourner en Palestine (j'étais allé quelques années plus tôt en Cisjordanie et à Jérusalem, avec des membres de SUD-Etudiant). Puisque le passage de Rafah, où se situe la frontière entre Gaza et l'Egypte, n'était plus infranchissable à ce moment, j'ai décidé de saisir l'occasion.

Pour passer la frontière et obtenir un visa de la part des autorités gazaouies, il me fallait un emploi à Gaza et une organisation se portant garante du fait que je n'étais pas un espion (et dont le membre me « sponsorisant » risquait d'être inquiété si j'étais accusé d'avoir enfreint la loi). J'ai pu trouver un poste de chargé de cours en Français Langue Etrangère à l'université Al-Aqsa de Gaza, et un étudiant, membre de l'association *Baraka City*, s'est occupé de toutes les démarches vis-a-vis des autorités. Je suis arrivé à Gaza en février 2013. J'ai pu me lier aux militants de [l'ISM](#), l'International Solidarity Movement, organisation de militants venus de différents pays, tentant comme ils le peuvent de soutenir la résistance des Palestiniens, par exemple en se rendant avec les paysans sur leurs terres lorsqu'ils risquent d'être attaqués.

Deux mois et demi après mon arrivée à Gaza, je suis allé passer une semaine en Egypte. Une semaine plus tard, lorsque j'ai voulu comme prévu retourner à Gaza, la carte de séjour d'un an qui m'avait été délivrée à Gaza par les autorités ne suffisait plus à ce que les garde-frontières me laissent passer. Après avoir fait des pieds et des mains pour tenter de passer la frontière les jours suivants, je suis finalement rentré en France au mois de mai 2013. Moins de deux mois plus tard, la frontière était finalement totalement fermée suite au coup d'Etat de l'armée en Egypte. Depuis, la situation n'a fait qu'empirer. De janvier à août 2017, le passage de Rafah (qu'un ami palestinien appelle maintenant le « barrage de Rafah ») est resté totalement fermée, à l'exception de 13 jours durant lesquels des Gazaouis ont pu passer au compte goutte pour se rendre en pèlerinage à la Mecque. Ces dernières années, pour couper tout contact entre le Sinaï et Gaza et éviter la reconstruction des tunnels, qui permettaient tout de même de passer cette frontière dans le dos de l'armée égyptienne, l'Etat égyptien est allé jusqu'à faire raser les habitations de la partie égyptienne de la ville de Rafah et à transférer les habitants à plusieurs dizaines de kilomètres de là...

La littérature sur la lutte de libération nationale du peuple palestinien est riche, en quoi d'après toi ton livre peut apporter un autre point de vue ?

Je ne suis probablement pas le mieux placé pour dire ce que mon livre aurait de plus ou de moins que les autres. Je peux par contre expliquer pourquoi il existe, et ce que j'ai tenté de faire en l'écrivant. Ce bouquin est centré sur Gaza, où rentrent peu d'étrangers en raison du blocus, et il se situe à mi chemin entre le témoignage et l'essai. J'essaie à la fois de faire un récit de ce que j'y ai vécu, de décrire la vie quotidienne à Gaza, et de mettre politiquement en perspective les évènements, sur le moyen terme. On ne compte plus les chroniques de la vie à Gaza tentant de nous surprendre en nous expliquant que Gaza est peuplée d'êtres humains comme les autres, avant d'insister sur le fait qu'il y a en dehors des massacres des jours très tranquilles... Pour ce qui est de la couverture de ce qu'il se passe à Gaza par les grands médias, celle-ci se borne le plus souvent à faire le récit des bombardements. Je tente de me détacher de cette temporalité médiatique, pour expliquer en quoi les bombardements sont le prolongement direct du siège et de l'étouffement de toute forme de vie. Je tente d'expliquer en quoi ce qui est peu couvert (le siège, l'organisation de pénuries, les tentatives menées par Israël pour faire de certaines parties de la Bande de Gaza des zones désertiques, etc) peut au contraire permettre d'expliquer ce qu'il se passe lors des massacres en Palestine, dont les médias parlent beaucoup mais pour ne pas dire grand chose.



Peux-tu en quelques mots expliquer en quoi il est incorrect de parler de « regain de tension » lorsque Israël utilise la force militaire en Palestine ?

Je crois avoir eu l'idée de ce livre à l'été 2014, au cours duquel 2 310 habitants de Gaza ont été tués par l'armée israélienne. Un peu plus d'un an après mon retour de Gaza, je reconnaissais certains des lieux bombardés sur les images diffusées par les chaînes d'information, tout en trouvant consternant le discours qui l'accompagnait, avec toute la série de poncifs sur un « regain de tension » ou un « cycle de la violence entre Israël et le Hamas ». Une partie du mouvement de solidarité en France reprenait en partie ce discours, s'en distinguant seulement en insistant sur l'asymétrie des forces en présence. Je pense au contraire qu'il n'y a pas de « cycle de la violence » ni de « regain de tension », tout au plus une routine du blocus, et une volonté israélienne d'étouffer Gaza, avec simplement des variations d'intensité dans les moyens employés selon les périodes.

Je peux citer quelques exemples. Les territoires les plus bombardés à l'été 2014 sont soit les infrastructures construites sur les terrains des anciennes colonies, que le blocus, les restrictions sur les importations ou les coupures d'électricité ont (entre autres) pour but d'empêcher de fonctionner, soit des territoires situés près des « frontières », dont Israël souhaiterait faire un *no man's land*, prétextant des questions de sécurité. En 2013, au sud est de la Bande de Gaza, à Kuza'a, j'avais vu des jeeps et des chars israéliens faire des aller-retour pour effrayer les habitants. L'un des paysans qui, malgré les menaces, continuait à se rendre sur ses terres (parfois en compagnie de militants internationaux), m'avait appris que seule la culture du blé était autorisée par Israël, qui menaçait d'attaquer Kuza'a si des arbres étaient plantés, car des « terroristes » pourraient se cacher derrière... Une française membre de l'ISM qui se rendait plus fréquemment que moi aux côtés de ces paysans de Kuza'a m'avait raconté les tirs des snipers qui se positionnaient près de Kuza'a, visaient régulièrement des animaux, ou tiraient près des paysans et de leurs familles pour les faire fuir... Ils avaient aussi menacé un jour de tirer sur une délégation internationale plus nombreuse qu'à l'accoutumée. Voilà donc ce à quoi ressemble une période de paix à Gaza. A l'été 2014, Israël a

donné ordre aux habitants de Kuza'a, qu'ils souhaitent expulser depuis longtemps, de quitter leurs terres. 30% d'entre eux sont tout de même restés, sans qu'on sache combien l'ont fait pour résister, et combien n'avaient simplement aucun autre endroit où aller, ou étaient dans l'impossibilité physique de marcher plusieurs kilomètres. Suite à cela, en une nuit, plusieurs dizaines des habitants de Kuza'a restés dans leurs habitations sont morts sous les bombardements. Je pense qu'on comprend mieux ce qu'il s'est passé à l'été 2014 en sachant ce qu'il se passait un an avant, plutôt qu'en imaginant une période de paix qui aurait été rompue et dont ce massacre serait l'exact opposé...

On pourrait multiplier les exemples... En 2015, près de Kuza'a, à Al-Qarra, mais aussi à Wadi as-Salqa, au centre de la Bande, Israël a décidé de bombarder les terres agricoles en y déversant des pesticides... Certes, personne n'est directement mort de ces épandages le jour où ils ont eu lieu, mais connaître ces événements pousse à mépriser d'avance toute personne qui, lors de la prochaine « opération » qu'Israël ne manquera pas de déclencher contre les habitants de la Bande de Gaza, affirmera que « *le Hamas a rompu la trêve qui courait depuis 2014* »...



Quelles doivent être d'après toi les tâches prioritaires de ceux et celles qui s'affirment solidaires du peuple palestinien en Europe ?

Passées l'émotion et les grandes manifestations qui ont lieu lors des périodes de bombardements, il n'est pas toujours évident de faire perdurer le soutien concret à la résistance palestinienne. Ca me paraît cependant important, ne serait-ce qu'en raison de la continuité coloniale et policière des régimes. A ceux qui parlent d'« importation » de cette question en France, je rappelle que Vincent Auriol, président de la République française en 1948, raconte dans son journal que la raison principale du soutien de la France à la création d'Israël est qu'une victoire des Palestiniens aurait risqué de renforcer la lutte du FLN en Algérie ... Je rappelle aussi qu'Israël est un modèle pour tous les pays occidentaux en ce qui concerne les interventions militaires, l'antiterrorisme et le maintien de l'ordre... Comme le dit un ministre israélien, « *si Israël vend des armes, c'est parce que les acheteurs savent qu'elles ont été testées* »...

Puisqu'il ne faut pas se contenter d'incantations sur la révolution mondiale, se rendre en Palestine est parfois utile, pas seulement parce que cela permet de percevoir plus finement les enjeux et de témoigner à son retour, mais aussi parce que certaines actions sur place peuvent produire des effets. Par exemple celles consistant à assurer une présence sur des terres ou dans des maisons dont les habitants sont menacés d'être expulsés pour être remplacés

par des colons.

Pour ce qui est des actions menées en Europe, si je suis favorable au boycott des produits israéliens, ce n'est pas parce que je croirais dans la possibilité d'une moralisation du capitalisme, mais parce que cela s'inscrit dans une campagne politique, Boycott, Désinvestissements, Sanctions, appelant à faire preuve d'une solidarité internationale en tentant de faire payer le prix de l'occupation à Israël comme à ses complices. Pour ce qui est des manières dont des militants tentent de s'en prendre concrètement aux responsables de l'occupation de la Palestine, des sabotages menés contre des usines d'armements en Grande-Bretagne lors de l'opération « Plomb durci » sont un exemple (les militants du collectif *Smash EDO* et de *l'International Solidarity Movement* interpellés après cette action avaient d'ailleurs été relaxés lors de leur procès, le tribunal reconnaissant que leur action avait pour but d'empêcher des crimes de guerre). Le blocage de cargos israéliens en Amérique du nord à l'été 2014 en est un autre.

Dans les entreprises françaises complices de l'occupation et de la colonisation, on peut prendre l'exemple de Véolia. De 2005 à 2015 (date de la fin de ses activités en Palestine occupée), pendant que des Palestiniens sabotaient parfois les infrastructures du tramway (reliant Jerusalem ouest aux colonies israéliennes en territoires occupés) pendant des manifestations, les pressions populaires sur les élus ont fait perdre à Véolia près de 15 milliards de dollars de contrats signés avec des municipalités du monde entier. Il y a aussi Orange, qui a alimenté en Cisjordanie les antennes et les relais implantés sur des terres confisquées aux Palestiniens pour les communications de l'armée israélienne et des colons, et qui a même parrainé deux unités de l'armée israélienne lors du massacre à Gaza en 2014... En 2015, Orange a perdu de gros contrats en Égypte, a été boycotté au Maroc, et des rassemblements répétés devant ses boutiques en France ont parfois contraint les gérants à baisser momentanément le rideau. A la suite de cela, Orange n'a pas renouvelé son contrat avec Partner Communications, leur entreprise israélienne partenaire. Il y a aussi une campagne contre AXA, qui est actionnaire de trois banques israéliennes ainsi que d'Elbit Systems, l'une des principales sociétés d'armement israéliennes (celle là même qui est accusée d'avoir fabriqué les bombes au phosphore blanc qui ont servi à bombarder Gaza...). Il y a aussi les actions contre le salon de l'armement à Paris, la critique de la manière dont la Palestine sert de laboratoire à l'évolution des techniques de contre-insurrection ... A Rennes, des étudiants de Sciences-Po mènent une campagne contre le partenariat de leur école avec l'Université de Tel Aviv, qui, comme toutes les universités israéliennes, est engagée dans des programmes de recherche militaire.

Enfin, les campagnes pour la libération des 7 000 Palestiniens emprisonnés par Israël me paraissent elles aussi importantes, même s'il est difficile d'en mesurer les effets. Il y a d'ailleurs un rassemblement ce 20 septembre à Rennes, pour la libération de Salah Hamouri, militant franco-palestinien emprisonné par Israël sous le régime de la détention administrative... Et des manifestations régulières à Lannemezan, dans le sud de la France, où est incarcéré [Georges Ibrahim Abdallah](#), militant libanais emprisonné depuis 33 ans par la France, pour complicité dans des actes de lutte armée revendiqués par un groupe d'extrême-gauche libanais, des actes qui répondaient à l'invasion israélienne du Liban en 1982.



Libérez Georges Ibrahim Abdallah !

@Crédit Bretagne-Info